



L'Afrique a une carte à jouer dans les énergies renouvelables

Lors de leur venue au Forum « Eau et Energie en Afrique » organisé par l'ADEA et de leur intervention sur le Salon Classe Export en novembre 2006, les ministres africains de l'énergie et des mines ont mis en exergue les formidables ressources énergétiques renouvelables dont dispose le continent, s'attachant toutefois à ne pas donner l'image d'un continent que l'on pourrait transformer en une vaste usine à gaz ingérable par les populations locales.

Des micro projets à la mesure des ressources du continent

Cet engouement pour les énergies renouvelables en Afrique ne doit pas masquer pour autant la réalité d'un continent actuellement sous-alimenté en énergie, qui ne dispose ni des ressources humaines compétentes, ni des infrastructures adéquates ou de la logistique de l'énergie et de la communication, pour expérimenter les procédés de remplacement des énergies fossiles pensés en Europe.

« 80 % du territoire n'est pas électrifié et il faut par conséquent développer des micro solutions

novatrices légères et souples qui permettent de régler les problèmes de développement économique local, dans une approche durable sur le long terme » fait justement remarquer Robert Pilli, Consultant International NtiC et EpR (Energies propres renouvelables). Par exemple la culture de végétaux contenant du saccharose ou de l'amidon pour la production d'éthanol obtenu à partir de la biomasse et utilisé ensuite pour les moteurs à essence, le photovoltaïque en petites unités, ou encore des solutions individualisées de mini éoliennes, des centrales micro hydrauliques, ou des moteurs à air comprimé.

Solaire, éolien et biomasse figurent en bonne place dans les projets actuellement mis en œuvre, et à venir

Pour Ahmed Diane Semega, ministre malien de l'énergie et des mines, « L'Afrique a une carte à jouer dans les énergies renouvelables ». Le Mali concentre ses efforts sur la mise en valeur des ces ressources énergétiques que sont le solaire, l'éolien, et le biocarburant. Le potentiel en ressources naturelles y est en effet extrêmement important. A commencer par le développement de la production d'huiles végétales ou d'alcool entrant dans la composition du biocarburant. L'huile de

pourghère, une plante très énergétique, pourrait ainsi réduire de plus de la moitié la dépendance à l'énergie fossile. L'Agence Malienne pour le Développement de l'Energie (AMADER) a par ailleurs prévu la mise en place de 500 systèmes solaires photovoltaïques communautaires ou institutionnels et de 10 000 systèmes domestiques individuels, pour l'électrification des zones rurales. En sus, le pays prévoit la mise à jour et la production de schémas d'approvisionnement en bois énergie. Le million d'hectares d'espace forestier pourrait en effet fournir environ 70 % de la consommation urbaine de combustibles ligneux.

Au Congo, les secteurs porteurs sont bien évidemment l'hydro-électricité, le bois énergie, les panneaux solaires, et l'éolien.

« La deuxième priorité après l'hydroélectricité est le solaire, avec l'installation de panneaux équipés de cellules photovoltaïques pour l'éclairage public, les besoins courants comme la cuisson, l'alimentation des hôpitaux, des écoles, les installations collectives... La 3^e priorité, c'est l'énergie éolienne. La 4^e à l'étude est la biomasse pour la production d'électricité, avec une productivité potentielle dans les forêts tropicales parmi les plus élevées du monde » souligne Bruno Jean Richard Itoua, ministre de l'énergie et des mines du Congo Brazzaville. Le programme bénéficie de l'appui de la Banque Mondiale pour la gestion des ressources biomasse (bois énergie), avec l'étude d'un

projet d'alimentation en énergie de Brazzaville et une autre sur l'usage des résidus forestiers et la diffusion de 40 000 fourneaux à bois.

Le Burkina Faso s'engage quant à lui dans le développement durable, avec des grands projets. Abdoul Kader Cissé, Ministre de l'Energie et des mines fait remarquer que 84 % de la consommation provient des énergies traditionnelles et que son pays prévoit l'amélioration des systèmes de gestion du bois énergie, dans l'objectif de ravitailler la capitale du Burkina à partir de 2008, et d'électrifier les zones rurales. Les énergies renouvelables pourraient changer la donne du pays et le taux de 14% d'accessibilité à l'électricité pourrait ainsi s'accroître.

Au Cameroun, la programmation d'un plan d'action pour apporter de l'énergie inclut le développement des énergies renouvelables. « Des conditions hydrologiques favorables à l'hydroélectricité ; une abondance de forêts couvrant les trois quarts du territoire et dont l'exploitation occasionne des résidus importants ; un ensoleillement important, tant dans la zone humide que, surtout, dans la zone sahélienne du nord : tous ces éléments font du Cameroun un important gisement d'énergie renouvelable actuellement

largement sous-exploité pour la production d'électricité » notait la Commission Universitaire pour le Développement de l'Université Catholique de Louvain.

Le ministère des mines et de l'énergie du Gabon, s'est quant à lui lancé dans un programme sur les énergies vertes, avec le développement de la biomasse et de l'électricité à partir du solaire, en partenariat avec Siemens.

Véronique Terkmani